

Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de Gezondheid behoort, en gelet op de door de Executieve van de Franse Gemeenschap na de beraadslaging van 28 mei 1990 genomen beslissing,

Besluiten :

Artikel 1. De interbedrijfsgeneeskundige dienst « Service médical Village » wordt erkend als arbeidsgeneeskundige dienst ter uitvoering van artikel 106 van het algemeen reglement voor de arbeidsbescherming.

Art. 2. De bevoegdheid van deze dienst strekt zich uit tot de in de provincie Luik gelegen ondernemingen.
Brussel, 19 juni 1990.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap,
De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,
F. GUILLAUME

F. 91 — 2330

**26 JUIN 1990. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française
déterminant les conditions particulières d'agrément et de subventions
pour la création de centres d'accueil d'urgence au sein des services résidentiels**

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse;

Vu le décret du 14 mai 1987 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux personnes et services assurant des mesures d'encadrement pour la protection de la jeunesse;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1985 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 7 décembre 1987 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux personnes et services assurant des mesures d'encadrement pour la protection de la jeunesse, notamment l'article 61;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 février 1988 portant règlement de son fonctionnement, modifié le 31 mars 1988 et le 25 novembre 1988;

Vu l'avis de la Commission d'agrément instituée en vertu de l'article 3 du décret du 14 mai 1987 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux personnes et services assurant des mesures d'encadrement pour la protection de la jeunesse, donné le 16 février 1990;

Vu l'avis de l'organe de concertation instauré en vertu de l'article 56 de l'arrêté de l'Exécutif du 7 décembre 1987 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux personnes et services assurant l'encadrement de mesures pour la protection de la jeunesse, donné le 15 février 1990;

Vu l'accord du Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française chargé du budget donné en date du 28 mai 1990;

Vu la délibération de l'Exécutif de la Communauté française du 28 mai 1990;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 8 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant que, étant donné la nécessité de pouvoir accueillir des jeunes 24 heures sur 24, et étant donné le manque d'infrastructure existante actuellement, il y a lieu de mettre à exécution sans retard les dispositions relatives à la subvention des centres d'accueil d'urgence;

Sur proposition du Ministre-Président,

Arrête :

Article 1er. Le présent arrêté s'applique aux services résidentiels déjà agréés en vertu de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 7 décembre 1987 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux personnes et services assurant des mesures d'encadrement pour la protection de la jeunesse qui souhaitent obtenir une convention pour mettre en œuvre un projet éducatif original portant sur la création d'un centre d'accueil d'urgence.

Art. 2. La conclusion d'une convention sur base d'un tel projet n'emporte par elle-même aucune modification des capacités agréées et subventionnée.

Art. 3. Pour être conventionné, le service résidentiel doit s'engager :

a) à prendre en charge tout bénéficiaire de l'accueil d'urgence, 24 heures sur 24, à la demande des autorités de placement et ce, dans la limite des lits réservés à l'accueil d'urgence, pour une période non renouvelable de 15 jours maximum. Aucune dérogation de durée ne sera accordée;

b) à limiter le nombre de bénéficiaires accueillis simultanément dans la partie du service résidentiel non affectée à l'accueil d'urgence, au nombre de lits agréés résiduels après déduction des lits agréés affectés à l'accueil d'urgence.

Art. 4. Par dérogation aux dispositions de l'article 54, § 1er de l'arrêté de l'Exécutif du 7 décembre 1987 précité, le seul mode résidentiel de prise en charge en accueil urgence est l'hébergement.

Art. 5. Les conventions conclues en application du présent arrêté sont révisables ou résiliables annuellement à la demande de l'une des parties, introduite au plus tard quatre mois avant la fin de la période annuelle conventionnée.

Art. 6. Hormis les règles particulières de subventions reprises dans l'annexe au présent arrêté, l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 7 décembre 1987 précité demeure d'application pour les services résidentiels bénéficiant d'une convention pour la création d'un centre d'accueil d'urgence.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le 26 juin 1990.

Art. 8. Le membre de l'Exécutif qui a la protection de la jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 26 juin 1990.

Par l'Exécutif de la Communauté française :
Le Ministre-Président,
V. FEAUX

Annexe à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française
déterminant les conditions particulières d'agrément et de subventions
pour la création de centres d'accueil d'urgence au sein des services résidentiels

Règles particulières de subventions

1. Chaque place d'accueil d'urgence équivaut à trois lits agréés et à trois unités subventionnées.
2. Le taux d'occupation cité à l'article 40, § 1er, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 7 décembre 1987 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux personnes et services assurant des mesures d'encadrement pour la protection de la jeunesse, est calculé sur le nombre de lits agréés résiduels après déduction de trois lits agréés par place d'accueil d'urgence. Il n'est pas requis de taux d'occupation minimum pour la capacité affectée à l'accueil d'urgence.
3. Le taux d'occupation minimum requis par l'article 40, § 1er, précité est déterminé en fonction du nombre de lits agréés résiduels après déduction de trois lits agréés par place d'accueil d'urgence.
4. Au cas où le taux d'occupation cité au point 2 est inférieur au taux d'occupation minimum cité au point 3, l'occupation moyenne mentionnée au § 2, de l'article 40, précité est équivalente au nombre de lits agréés affectés à l'accueil d'urgence, auquel il est ajouté le chiffre de l'occupation moyenne des lits agréés résiduels après déduction des lits agréés affectés à l'accueil d'urgence, ce dernier chiffre étant majoré de dix centièmes et arrondi à l'unité supérieure s'il échet.
5. La subside forfaitaire pour frais de fonctionnement citée à l'article 45 de l'arrêté de l'Exécutif du 7 décembre 1987 précité est allouée à concurrence du nombre de places d'accueil d'urgence et du nombre d'unités subventionnées fixé pour la partie du service résidentiel qui n'est pas affectée à l'accueil d'urgence.
6. Pour couvrir l'accroissement des frais résultant de l'accueil d'urgence des bénéficiaires, la subside forfaitaire pour frais de fonctionnement est majorée d'un montant complémentaire fixé par le Ministre.
7. Les subventions journalières pour frais ordinaires citées à l'article 37, § 1er, a, de l'arrêté de l'Exécutif du 7 décembre 1987 précité qui sont allouées pour les bénéficiaires placés en accueil d'urgence, sont majorées de 6 F au titre d'activités éducatives.

Vu pour être annexé à l'arrêté du 26 juin 1990.

Par l'Exécutif de la Communauté française :
Le Ministre-Président,
V. FEAUX

VERTALING

N. 91 — 2330

26 JUNI 1990. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot bepaling van de bijzondere voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van de toelagen voor de oprichting van centra voor dringende opvang binnen de residentiële diensten

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming;

Gelet op het decreet van 14 mei 1987 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de personen en diensten belast met begeleidingsmaatregelen voor de jeugdbescherming;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap an 27 december 1985 tot regeling van de ondertekening van de akten an de Executieve;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 7 december 1987 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de personen en diensten belast met begeleidingsmaatregelen voor de jeugdbescherming, inzonderheid op artikel 61;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 18 februari 1988 houdende regeling van haar werking, gewijzigd op 31 maart 1988 en 25 november 1988;

Gelet op het advies van de Erkenningcommissie, ingesteld krachtens artikel 3 van het decreet van 14 mei 1987 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de personen en diensten belast met begeleidingsmaatregelen voor de jeugdbescherming, gegeven op 16 februari 1990;

Gelet op het advies van het overlegorgaan, opgericht krachtens artikel 56 van het besluit van de Executieve van 7 december 1987 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de personen en diensten belast met begeleidingsmaatregelen voor de jeugdbescherming, gegeven op 15 februari 1990;

Gelet op het akkoord van de Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap, belast met de begroting, gegeven op 28 mei 1990;

Gelet op de door de Executieve van de Franse Gemeenschap na de beraadslaging van 28 mei 1990 genomen beslissing;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de bepalingen betreffende de toekenning van toelagen aan de centra voor dringende opvang, gelet op de noodzaak om jongeren 24 uren op 24 te kunnen opvangen, en gelet op het gebrek aan thans bestaande infrastructuur, zonder verwijl dienen te worden uitgevoerd;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de residentiële diensten die reeds erkend waren krachtens het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 7 december 1987 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de personen en diensten belast met begeleidingsmaatregelen voor de jeugdbescherming en die een overeenkomst wensen te verkrijgen voor het verwezenlijken van een origineel opvoedingsproject in verband met de oprichting van een centrum voor dringende opvang.

Art. 2. Het sluiten van een overeenkomst op grond van een dergelijk project brengt geen wijziging van de erkende en betoelaagde capaciteiten mede.

Art. 3. Om het voordeel van een overeenkomst te kunnen genieten, moet de residentiële dienst zich ertoe verbinden :

a) iedere persoon die recht heeft op dringende opvang 24 uren op 24 op te nemen, op verzoek van de plaatsingsoverheid, binnen de perken van het aantal bedden bestemd voor dringende opvang, voor een niet verlengbare periode van ten hoogste 14 dagen. Geen afwijking van tijdsduur kan worden toegekend;

b) Het aantal begunstigden die gelijktijdig worden opgenomen in het deel van de residentiële dienst dat niet voor dringende opvang bestemd zijn.

Art. 4. Bij afwijking van de bepalingen van artikel 4, § 1, van het voormelde besluit van de Executieve van 7 december 1987, is huisvesting de enige residentiële wijze van tenlasteneming voor dringende opvang.

Art. 5. De bij toepassing van dit besluit gesloten overeenkomsten kunnen elk jaar worden herzien of opgezegd op aanvraag van één van de partijen, ingediend uiterlijk vier maanden vóór het einde van de in overeenkomst bepaalde jaarlijkse periode.

Art. 6. Behoudens de bijzondere regels voor de toekenning van toelagen, vermeld in de bijlage bij dit besluit, blijft het voormelde besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 7 december 1987 van toepassing voor de residentiële diensten die voor de oprichting van een centrum voor dringende opvang het voordeel van een overeenkomst genieten.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op 26 juni 1990.

Art. 8. Het lid van de Executieve tot wiens bevoegdheid de jeugdbescherming behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 26 juni 1990.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :
De Minister-Voorzitter,
V. FEAUX

Bijlage bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot bepaling van de bijzondere voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen voor de oprichting van centra voor dringende opvang binnen de residentiële diensten

Bijzondere regels voor de toekenning van toelagen

1. Elke plaats voor dringende opvang stemt overeen met drie erkende bedden en drie betoelaagde eenheden.
2. Het bezettingspercentage bedoeld bij artikel 40, § 1, van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 7 december 1987 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de personen en diensten belast met begeleidingsmaatregelen voor de jeugdbescherming, wordt berekend op grond van het aantal erkende bedden die overblijven na aftrek van drie erkende bedden per plaats voor dringende opvang. Geen minimaal bezettingspercentage is vereist voor de capaciteit bestemd voor dringende opvang.
3. Het minimaal bezettingspercentage vereist bij artikel 40, § 1, wordt bepaald op grond van het aantal erkende bedden die overblijven na aftrek van drie erkende bedden per plaats voor dringende opvang.
4. Wanneer het bij punt 2 vermelde bezettingspercentage lager is dan het bij punt 3 vermelde minimaal bezettingspercentage, is de gemiddelde bezetting vermeld in § 2 van voormeld artikel 40 gelijk aan het aantal erkende bedden bestemd voor dringende opvang, waarbij het cijfer van de gemiddelde bezetting van de erkende bedden die overblijven na aftrek van de erkende bedden bestemd voor dringende opvang wordt opgeteld; in voorkomend geval, wordt dit laatste cijfer met tien honderdsten verhoogd en naar de hogere eenheid afgerond.
5. De forfaitaire toelage voor werkingskosten vermeld in artikel 45 van het voormeld besluit van de Executieve van 7 december 1987, wordt toegekend naar verhouding tot het aantal plaatsen voor dringende opvang en tot het aantal betoelaagde eenheden vastgesteld voor het deel van de residentiële dienst dat niet voor dringende opvang bestemd is.
6. Om de verhoging van de kosten te dekken die uit de dringende opvang van begunstigden voortvloeit, wordt de forfaitaire toelage voor werkingskosten vermeerderd met een bijkomend bedrag dat door de Minister wordt vastgesteld.
7. De dagelijkse toelagen voor gewone kosten bedoeld bij artikel 37, § 1, a, van het voormelde besluit van de Executieve van 7 december 1987, die worden toegekend voor de begunstigden geplaatst onder het stelsel dringende opvang, worden met 6 frank verhoogd uit hoofde van opvoedingsactiviteiten.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van 26 juni 1990.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :
De Minister-Voorzitter,
V. FEAUX